

LA LIBERTÉ

Lundi 12 Février 1872

Prix de Numéros : — Départements : 15 CENTIMES

Les Manuscrits ne seront pas rendus

REDACTION : PARIS, RUE MONTMARTRE, 123

Directeur politique gérant : LEONCE DÉTROYAT

Lundi 12 Février 1872

Années : MM. Ch. Lefebvre, G. et C., 6, place de la Bourse

40 FR. PAR AN. — 24 FR. PAR SEMESTRE. — 13 FR. PAR TRIMESTRE

BUREAUX : PARIS, RUE MONTMARTRE, 146

Administrateur : LOUIS GAL

Voir à la deuxième page la *REVUE DRAMATIQUE*, de M. Lafont, que nous publierons désormais le dimanche au lieu du lundi.

ROMANS-FEUILLETONS

Compter de demain lundi, 12 février, la *Liberté* publiera successivement :

LE DRAME DE LA SAUVAGERIE

PAR

M. PHILIBERT AUDEBRAND

LA VIE PARISIENNE

PAR

M. ARMAND LAPOINTE

LA PERLE DE CANDELAIRE

PAR

M^{me} MIE D'AGHONNE

LES TÉLÉGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

France

Ajaccio, 10 février.

Par mesure de sûreté, deux compagnies de chasseurs, sont parties cette nuit, se rendant dans diverses communes. La situation générale est calme.

Rouen, 11 février.

Une grande agitation se manifeste dans plusieurs centres manufacturiers contre l'impôt sur les transactions commerciales. Toutes les chambres syndicales de Rouen ont signé une protestation. Une pétition, déposée au Lloyd rouennais, se couvre de signatures.

A Lorient, une pétition analogue, réclamant l'impôt des matières premières plutôt que l'impôt sur les transactions, réunis des adhésions nombreuses.

Le comité industriel de Normandie accepte l'impôt des matières premières.

Les avis d'Amiens portent que l'impôt des matières premières est accepté par la grande majorité des industriels.

On mande d'Epinal à la chambre de commerce de Rouen que la chambre d'Epinal repousse l'impôt sur les transactions.

La chambre de commerce d'Abbeville a pris la même résolution.

Saint-Nazaire, 11 février.

Le paquebot transatlantique, qui vient d'arriver, apporte les avis suivants :
Au Mexique, les journaux occupent Ojaca et ont battu Porfirio Diaz. L'opinion publique, dans ce pays, demande la continuation des pouvoirs de Juarez.

A Cuba, tout fait présager que l'insurrection sera définitivement domptée et que l'entière pacification du pays est très prochaine.

Angleterre

Londres, 10 février.

Le prince et la princesse de Galles se sont rendus à Windsor aujourd'hui.

L'Echo publie la dépêche suivante de New-York, en date du 9 courant : La situation politique reste sans changement ; mais il existe des indices qui témoignent que l'opinion publique se convainc de plus en plus, non sans inquiétude, que, d'une part, l'Amérique ne saurait modifier son attitude, et que, d'autre part, ses demandes de dommages indirects n'ont aucun sens.

La Tribune publie une lettre importante de Washington, qui soutient énergiquement l'interprétation anglaise du traité et reproche, comme une grave erreur au gouvernement américain, d'avoir présenté des demandes exagérées dont il ne saurait attendre le paiement.

FEUILLETON DE LA LIBERTÉ

DU 12 FÉVRIER

REVUE MUSICALE

THÉÂTRE DE L'OPÉRA-COMIQUE : *Fra-Diavolo*. M^{me} Preilly et Reine ; MM. Lhéris, Barnolt et Coppel.

SOCIÉTÉ DES CONCERTS DU CONSERVATOIRE : *Ruth*, épopée biblique de M. César Franck. M^{me} Marie Battu et Furels ; MM. Bouhy et Bosquin.

SOCIÉTÉ CLASSIQUE DE MM. Armingaud, Jacquard, Lalo, Mas, Taffanel, Lalliet, Grisez, Mohr et Espagnat.

CONCERT DE M^{me} VIGUIER : *Quintette* de Schumann. — *Baccaratelle* de M^{me} Vignier.

CASINO : *La Nuit du Sabbat*, de Mendelssohn. — Ouverture de *Rolla*, de M. Constant.

Le grand événement de la semaine a été le début, à l'Opéra-Comique, d'une femme du monde, célèbre par la grâce et la beauté, qui a voulu demander au théâtre la consécration de ses succès de salon.

C'est sous le pseudonyme transparent de M^{me} Preilly, qu'elle a affronté le feu de la rampe, dans le rôle de Zerline, de *Fra-Diavolo*, devant un public plein de courtoisie pour cette fantaisie de jolie femme.

Sous le séduisant costume de paysanne italienne, M^{me} Preilly, avec sa gaucherie pleine de charme et son débit original, a facilement gagné son procès. Jamais la scène si élégamment grivoise du second acte n'avait été suivie avec autant d'intérêt par les amateurs de l'orchestre. Des applaudissements unanimes ont salué la chute de la jupe de Zerline, et vraiment c'était justice. Nous avons rarement vu la fiancée de Lorenzo représentée par une personne aussi sympathique.

Et l'artiste ? direz-vous. — Ah ! ceci est autre chose. Si la femme est de ses effets, l'actrice n'est pas encore maîtresse de ses effets.

On ne s'improvise pas du jour au lendemain chanteuse et comédienne. Ce double talent exige de longues et patientes études. M^{me} Preilly a travaillé sans doute ; mais pas suffisamment encore, pour pouvoir se

M. Ewatts, le célèbre avocat américain, est parti ce matin de Londres pour Paris.

Londres, 11 février.

On lit dans l'Observer : « Aucune communication n'a été reçue jusqu'à présent du gouvernement américain, et il est possible qu'il ne soit pas fait de réponse à Washington. Cette dépêche a été télégraphiée par le général Schenk lundi dernier. Toutes les dépêches sont très conciliantes.

« On croit, dans les cercles bien informés, que la réponse américaine insistera sur l'opportunité de renvoyer la décision sur les parties incriminées à la cour d'arbitrage instituée par le traité, repoussant ainsi implicitement sur le gouvernement américain la responsabilité d'un refus direct de se soumettre à la juridiction du tribunal arbitral.

« L'Observer croit que, dans ce cas, la motion de lord Stanhope, relative à la nomination de sir Collier, obtiendra la majorité à la Chambre des lords, et que le lord-chancelier donnera alors sa démission.

« Le même journal pense que la majorité de la Chambre des communes désire prévenir, pour le moment, une crise ministérielle, à cause de la question de l'Alabama.

Allemagne

Berlin, 10 février.

La Gazette de l'Allemagne du Nord publie une lettre du cardinal Antonelli, à l'évêque de Strasbourg, en date du 3 janvier 1872, où il est dit que le concordat de 1801 a cessé d'être en vigueur depuis que l'Alsace-Lorraine fait partie de l'empire allemand.

Berlin, 10 février.

Chambre des députés. — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi relatif à l'inspection des écoles.

M. de Bismarck déclare qu'il n'a pas voulu affirmer l'existence d'une connivence ostensible de la fraction centre avec les Polonais, mais qu'il a seulement exprimé le regret de voir le clergé catholique allemand, d'accord avec la noblesse polonoise, combattre l'élément allemand.

Il ajoute que partout ailleurs le clergé catholique a des sentiments nationaux : en Allemagne seulement, il affecte des tendances internationales, et les intérêts de l'Eglise romaine le touchent de plus près que ceux de l'empire. M. de Bismarck déclare ensuite qu'il est fermement attaché au principe vivant de la foi chrétienne ; c'est pourquoi il considère comme son devoir de protéger les bases fondamentales de l'Etat contre les attaques des républicains, de même que contre toutes les autres attaques, de quelque côté qu'elles puissent venir.

La Chambre passe ensuite à la discussion des articles.

Tous les articles du projet sont adoptés, sauf quelques amendements acceptés par le gouvernement.

Enfin, l'ensemble de la loi est adopté.

On voté contre le projet les députés polonais du centre et la plupart des vieux conservateurs.

Belgique

Bruxelles, 10 février.

L'Indépendance belge publie la circulaire du comité de souscription pour la libération du territoire français.

L'Indépendance convie les Belges à participer à la souscription au point de vue de l'intérêt universel.

Egypte

Suez, 10 février.

Le steamer *Electra*, venant de Lisbonne, a échoué dans le canal de Suez, aujourd'hui vers midi, à la suite d'une rencontre avec le navire *Dholerack*. Le capitaine et 17 autres personnes manquent.

Espagne

Madrid, 10 février, soir.

Le général Gaminde va mieux, il a pu assister aujourd'hui au conseil des ministres qui a été présidé par le roi.

M. Zorrilla est parti aujourd'hui avec sa famille pour l'Andalousie.

La Gazette officielle publie un décret qui accepte la démission de M. Gonzalez Alegre, et nomme M. Alavareda, gouverneur de Madrid.

La Iberia critique le Manifeste des radicaux qui qualifie d'émancipation chimérique-republicaine. Le même journal traite d'hypocrisie les promesses qui y sont faites de respecter la constitution.

Italie

Rome, 10 février.

Le comité de la Chambre a approuvé le projet d'un câble télégraphique entre Brindisi et l'Égypte.

Le général Sherman et le fils du président Grant sont attendus aujourd'hui à Rome. On assure qu'ils resteront ici dix jours et qu'ils iront ensuite à Naples, où ils sont attendus par l'amiral commandant l'escadre américaine.

Milan, 11 février.

Le comte de Beust assistait hier soir à la représentation donnée au théâtre de la Scala.

(Agence Havas.)

PARIS, DIMANCHE 11 FÉVRIER 1872

LA JOURNÉE POLITIQUE

Au début de la séance d'hier, l'honorable M. Destremx a déposé sur le bureau de l'Assemblée une proposition de loi « tendant à donner de la force et de la stabilité au pouvoir, et à mettre le pays à l'abri des crises gouvernementales. » Cette proposition, beaucoup plus large que celle de M. Dahirel ayant pour objet « de déterminer la forme des relations du président de la République française et de l'Assemblée nationale », pose directement et complètement la question constitutionnelle. De la discussion à laquelle elle donnera lieu sortira évidemment une loi organique qui prendra la place du mécanisme imparfait et dangereux connu sous le nom de *Constitution Rivet*.

Le Journal officiel de ce matin annonce que par décret en date du 8 février, M. le général de division Susane, directeur général du matériel au ministère de la guerre, a été relevé de ses fonctions et nommé membre du comité consultatif de l'artillerie. La mesure prise envers M. le général Susane est une disgrâce. Les comités consultatifs n'ont point d'attributions administratives et ne constituent qu'une sorte de sénat honorifique où on relève habituellement les officiers supérieurs dont on ne peut plus attendre de services actifs, qu'à raison de leur mérite on ne peut pas mettre purement et simplement à la retraite. Nos lecteurs trouveront plus loin l'appréciation du décret que nous venons d'enregistrer.

Le conseil municipal de Paris, dans sa séance du 10 courant, a entendu la lecture des rapports de MM. Rigaud et Christol, sur diverses modifications au budget rectificatif de 1871. Il résulte notamment du rapport de M. Christol que toutes les recettes prévues pour cet exercice ont été recouvrées ou le seront avant la clôture de l'exercice actuel. Le conseil a pris ensuite en considération et renvoyé à sa cinquième commission une motion de M. Jobbé-Duval et plusieurs de ses collègues, tendant à ce que le conseil municipal émette le vœu que des mesures soient prises pour assurer l'admission au Salon de 1872 de toutes les œuvres dignes d'être exposées.

Nos lecteurs se souviennent que la direction des beaux-arts a dernièrement informé les exposants que, vu l'occupation, par quelques services du ministère des finances, d'une partie du palais de l'Industrie, elle se verrait dans la nécessité de réduire considérablement le nombre des tableaux à admettre. M. Jobbé-Duval a fait observer avec beaucoup de raison que cette mesure serait déplorable au double point de vue des artistes, qui ont été privés déjà du Salon de 1871, et de la Ville, qui intéresse grandement l'éclat des expositions de beaux-arts.

Nous publions plus loin une lettre pleine de dignité et de modeste adressée par M. Casimir Périer à M. Bertauld, président de la réunion du centre gauche. Nous

avons dit : la démission de M. Casimir Périer lui fait le plus grand honneur à nos yeux. Il est de ces hommes que leur respect pour les saines traditions parlementaires peuvent condamner à disparaître momentanément du pouvoir, mais que leur mérite et les sympathies universelles dont ils sont l'objet ne tardent jamais à y rappeler.

C'est aujourd'hui qu'on voit bien les élections complémentaires dans les trois départements de la Corse, de l'Eure et des Côtes-du-Nord. Une dépêche d'Ajaccio, datée d'hier, annonce que « par mesure de sûreté, deux compagnies de chasseurs sont parties, se rendant dans diverses communes. » La situation générale, ajoute la dépêche, est calme, et rien ne fait croire que les troubles partiels de ces jours derniers se reproduisent.

LE GÉNÉRAL SUSANE

L'affaire du général Susane est enfin terminée : par un décret publié ce matin même au Journal officiel, le directeur général du matériel au ministère de la guerre est relevé de ses fonctions et nommé membre du comité consultatif de l'artillerie.

Dans l'ignorance où nous sommes des griefs articulés par la commission dont M. le duc d'Audiffret-Pasquier est l'irascible président, nous ne pouvons nous prononcer aussi catégoriquement que nous voudrions. Nous savons bien que M. le général Susane avait eu devoir adresser au rapporteur de la commission une lettre un peu vive ; mais nous ignorons jusqu'à quel point cette lettre pouvait être injurieuse. Les susceptibilités de la commission étaient exagérées, comme certains l'ont prétendu ? Les termes du rapport ne justifiaient-ils pas, jusqu'à un certain point, l'émotion de l'honorable général ? Les documents nous manquent pour trancher une question aussi délicate.

Sur ce terrain, quel que soit notre respect pour l'Assemblée nationale, nous ne pouvons nous empêcher de blâmer l'intervention d'une commission parlementaire dans une question de personnel et d'administration intérieure. Nous n'avons cessé de le dire, et nous ne nous lassons pas de le répéter : la pire des tyrannies, c'est la tyrannie des assemblées ; le plus détestable des régimes, c'est celui où les représentants de la nation s'emparant successivement du tout gouvernement, substituent petit à petit leur initiative à l'action nécessaire, légitime du pouvoir exécutif. Nous ne voulons pas exagérer l'importance de l'incident Susane ; mais, que l'Assemblée nationale y prenne garde, elle verse chaque jour davantage dans l'ornière où ont péri toutes nos assemblées républicaines depuis quatre-vingts ans, faute de contre-poids.

L'Assemblée nationale est souveraine, nul ne le conteste ; mais elle devrait avoir la sagesse de se renfermer dans les limites de ses attributions législatives ; et, s'il faut absolument qu'elle se fasse respecter de tous, de l'armée surtout, elle aurait dû comprendre qu'en infligeant un échec au gouvernement sur une pareille question, elle compromettrait le principe même d'autorité qu'il importe aujourd'hui plus que jamais de ne pas laisser entamer.

En exigeant du ministre de la guerre la destitution du général Susane, la commission s'est préoccupée de sauvegarder sa

dignité, c'est fort bien ; mais n'eût-il pas été mieux de se prêter à un compromis qui eût en même temps sauvegardé la dignité du pouvoir exécutif.

C'est notre avis.

ALBERT DURUY.

Hier soir le conseil municipal, réuni à huis clos, a fait une dernière tentative auprès du préfet de la Seine pour l'engager à retirer sa démission. M. Léon Say aurait répondu que sa résolution était irrévocable.

Le Monde a reçu de Rome la dépêche suivante :

Rome, 9 février.

La position du roi d'Espagne est très menacée. Le journal officieux qui se publie à Rome, la *Liberté*, prépare l'opinion publique à une catastrophe, et conseille au roi Amédée de se retirer.

On lit dans le Mémorial diplomatique :

Les négociations qui se poursuivaient entre l'administration des postes françaises et celle de l'empire d'Allemagne, à l'effet de conclure un traité postal entre les deux pays, n'ont pas abouti jusqu'à présent.

Les deux administrations semblaient être d'accord, lorsque, au dernier moment, une difficulté s'est élevée sur la répartition de la somme de 40 c., fixée comme prix du port d'une lettre simple échangée entre les deux pays.

La France a fait valoir que sa taxe postale intérieure était de 25 c., il ne lui était pas possible de prendre moins pour une lettre originaire ou à destination de l'Allemagne. M. le comte d'Armin et M. Stephan, directeur général des postes allemandes, n'ont pas voulu se contenter de 15 c.

La lettre suivante a été adressée par M. Casimir Périer à M. Bertauld, président du centre gauche :

9 février 1871.

Monsieur et cher collègue,

Vous avez bien voulu m'exprimer, au nom de la réunion que vous présidez et qui vous avait expressément chargé, des sentiments qui me touchent et m'honorent grandement. Je vous ai dit, je vous prie de le redire à nos collègues, tout ce que j'éprouve de reconnaissance.

Je me suis résigné à ne pas aller au ministère de l'intérieur pour être jugé sur mes actes, et je vous ai surtout dans le témoignage que m'est accordé la justice rendue à mes intentions.

Agreez, monsieur et cher collègue, l'assurance de mes sentiments les plus distingués et tout dévoués.

CASIMIR PÉRIER.

ECHOS PARLEMENTAIRES

10 février.

L'honorable M. Baze nous a frappés une fois encore de ses foudres. Ordre a été subitement intimé à la gent journalistique de ne plus franchir le seuil sacré-saint de la salle des Pas-Perdus. Le questeur terrible et capricieux est despotisme dans l'étendue du domaine où nous ne sommes que des justiciables et ses sujets. Il n'y a donc qu'à s'incliner ou plutôt à fuir les tristes, en pénétrant dans le sanctuaire par les mille moyens qui permettent de se passer de la qualité de journaliste, désormais proscrite. C'est, en effet, la sanction de toutes les mesures de ce genre, que la nécessité même qu'elles prétendent combattre les rend inutiles ; ce ne sont plus que des rigueurs inutiles, dont la vexation paraît d'autant plus insupportable et malveillante qu'on peut plus aisément les braver. Les députés que l'honorable M. Baze prétend avec tant de soin garantir du contact impur de la presse, n'attendent point pour démentir leur tuteur providentiel qu'il ait tourné le dos. Ils semblent méconnaître officiellement le journaliste, mais ils promettent familièrement l'homme privé, se gardant bien d'oublier que cet homme représente une feuille imprimée tirée à un nombre considérable d'exemplaires, et qu'une Chambre libre sans une presse libre est moins qu'un conseil d'Etat, un peu plus qu'un synode réformé !

Voilà le langage sincère et plus désintéressé qu'on ne le suppose que nous tiendrons aux puissances parlementaires, si le hasard, génie malicieux, nous permettait de leur faire des confidences.

Serait-il écouté ? Je crains que non, à en juger par l'enthousiasme avec lequel une grande partie de l'Assemblée déclare que dans les circonstances graves où se trouve le pays, elle siégera pendant les jours gras.

La meilleure critique que nous puissions faire d'un fonctionnaire élu aussi important, aussi respectable par le mandat qui lui est délégué par M. Baze, c'est de le placer en face de l'idéal que nous nous faisons du questeur d'une représentation souveraine.

Si nous avions un conseil à donner au successeur que l'élection prochaine de la réserve à M. Baze, nous lui dirions : « Vous avez la plus haute mission que puisse s'offrir à un homme libéral, éclairé, soucieux de la popularité et de l'influence, non moins que de la dignité du grand corps à la garde duquel vous êtes préposé. Ce n'est pas seulement la police des avenues de l'Assemblée, la sécurité de ses délibérations que vous avez à assurer ; il y a aussi, il y a surtout une police morale qui intéresse au plus haut degré sa permanence, sa stabilité, sa force extérieure contre toutes les entreprises qui peuvent menacer un pouvoir délibérant.

« Le prestige des traditions, le respect des constitutions le défend moins qu'une légitime popularité et une sympathie constante avec l'opinion.

« Souffrez donc, provoquez même la présence de ceux qui sont ses mandataires à un titre quelconque, par tout où il y a quelque intérêt à faire la lumière. Et tout bien pesé, vous trouverez peu de cas où la lumière ne soit préférable à l'ombre, ce qu'on appelle les indiscrétions de la presse au huis clos menaçant, inquiétant qui, pour certaines graves questions, laisserait plaier dans le public une anxiété incompatible et dangereuse avec des institutions douées de quelque liberté.

« Soyez donc Planus, dirions-nous au nouveau questeur ou à M. Baze réélu, s'il voulait nous prêter une oreille indulgente ; aimez la publicité pour le bien de l'Assemblée sur la destinée de laquelle vous veillez, pour votre part questoriale. La publicité a ses inconvénients, ses aveuglements, ses injustices, sa partialité. Mais quel bien ici n'a-t-elle pas avec un cortège de maux ? Le meilleur moyen de diminuer la somme des désavantages qu'elle entraîne avec elle, d'augmenter la somme de ses avantages, c'est de la grandir à ses propres yeux, de lui donner le respect qu'une puissance reconnue a toujours pour elle-même en la reconnaissant puissance.

« C'est une nécessité à laquelle tous les prétendants de la politique se sont d'avance soumis. La traiter à la manière des gaz compressibles pour des commodités journalières et mesquines qui font oublier et méconnaître le but sérieux et élevé, à la réalisation duquel elle concourt dans une si large mesure, ce n'est ni diminuer sa force, ni écarter son influence ; c'est en faire un instrument de réaction, soumis aux inspirations déréglées d'une pensée hostile et méfiante, qui se concentre pour des manifestations dangereuses et explosives. Soyez ami de la presse, faites-lui une large place à côté de la représentation, vous le moraliserez en l'élevant, et ce ne sera point une œuvre inutile pour l'Assemblée elle-même. »

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Présidence de M. Vautrain.

Séance du samedi 10 février 1872

La séance est ouverte à une heure.

M. le préfet de la Seine et M. le préfet de police assistent à la séance.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. Rigaud propose diverses modifications au budget rectificatif de 1871.

M. Jobbé-Duval dépose, tant en son nom qu'au nom de plusieurs de ses collègues, un vœu ainsi conçu :

« Le conseil municipal de Paris, dans sa séance du 10 courant, a entendu la lecture des rapports de MM. Rigaud et Christol, sur diverses modifications au budget rectificatif de 1871. Il résulte notamment du rapport de M. Christol que toutes les recettes prévues pour cet exercice ont été recouvrées ou le seront avant la clôture de l'exercice actuel. Le conseil a pris ensuite en considération et renvoyé à sa cinquième commission une motion de M. Jobbé-Duval et plusieurs de ses collègues, tendant à ce que le conseil municipal émette le vœu que des mesures soient prises pour assurer l'admission au Salon de 1872 de toutes les œuvres dignes d'être exposées. Nos lecteurs se souviennent que la direction des beaux-arts a dernièrement informé les exposants que, vu l'occupation, par quelques services du ministère des finances, d'une partie du palais de l'Industrie, elle se verrait dans la nécessité de réduire considérablement le nombre des tableaux à admettre. M. Jobbé-Duval a fait observer avec beaucoup de raison que cette mesure serait déplorable au double point de vue des artistes, qui ont été privés déjà du Salon de 1871, et de la Ville, qui intéresse grandement l'éclat des expositions de beaux-arts. Nous publions plus loin une lettre pleine de dignité et de modeste adressée par M. Casimir Périer à M. Bertauld, président de la réunion du centre gauche. Nous

avons dit : la démission de M. Casimir Périer lui fait le plus grand honneur à nos yeux. Il est de ces hommes que leur respect pour les saines traditions parlementaires peuvent condamner à disparaître momentanément du pouvoir, mais que leur mérite et les sympathies universelles dont ils sont l'objet ne tardent jamais à y rappeler.

C'est aujourd'hui qu'on voit bien les élections complémentaires dans les trois départements de la Corse, de l'Eure et des Côtes-du-Nord. Une dépêche d'Ajaccio, datée d'hier, annonce que « par mesure de sûreté, deux compagnies de chasseurs sont parties, se rendant dans diverses communes. » La situation générale, ajoute la dépêche, est calme, et rien ne fait croire que les troubles partiels de ces jours derniers se reproduisent.

LE GÉNÉRAL SUSANE

L'affaire du général Susane est enfin terminée : par un décret publié ce matin même au Journal officiel, le directeur général du matériel au ministère de la guerre est relevé de ses fonctions et nommé membre du comité consultatif de l'artillerie.

Dans l'ignorance où nous sommes des griefs articulés par la commission dont M. le duc d'Audiffret-Pasquier est l'irascible président, nous ne pouvons nous prononcer aussi catégoriquement que nous voudrions. Nous savons bien que M. le général Susane avait eu devoir adresser au rapporteur de la commission une lettre un peu vive ; mais nous ignorons jusqu'à quel point cette lettre pouvait être injurieuse. Les susceptibilités de la commission étaient exagérées, comme certains l'ont prétendu ? Les termes du rapport ne justifiaient-ils pas, jusqu'à un certain point, l'émotion de l'honorable général ? Les documents nous manquent pour trancher une question aussi délicate.

Sur ce terrain, quel que soit notre respect pour l'Assemblée nationale, nous ne pouvons nous empêcher de blâmer l'intervention d'une commission parlementaire dans une question de personnel et d'administration intérieure. Nous n'avons cessé de le dire, et nous ne nous lassons pas de le répéter : la pire des tyrannies, c'est la tyrannie des assemblées ; le plus détestable des régimes, c'est celui où les représentants de la nation s'emparant successivement du tout gouvernement, substituent petit à petit leur initiative à l'action nécessaire, légitime du pouvoir exécutif. Nous ne voulons pas exagérer l'importance de l'incident Susane ; mais, que l'Assemblée nationale y prenne garde, elle verse chaque jour davantage dans l'ornière où ont péri toutes nos assemblées républicaines depuis quatre-vingts ans, faute de contre-poids.

L'Assemblée nationale est souveraine, nul ne le conteste ; mais elle devrait avoir la sagesse de se renfermer dans les limites de ses attributions législatives ; et, s'il faut absolument qu'elle se fasse respecter de tous, de l'armée surtout, elle aurait dû comprendre qu'en infligeant un échec au gouvernement sur une pareille question, elle compromettrait le principe même d'autorité qu'il importe aujourd'hui plus que jamais de ne pas laisser entamer.

En exigeant du ministre de la guerre la destitution du général Susane, la commission s'est préoccupée de sauvegarder sa

dignité, c'est fort bien ; mais n'eût-il pas été mieux de se prêter à un compromis qui eût en même temps sauvegardé la dignité du pouvoir exécutif.

C'est notre avis.

« Considérant que les expositions des Beaux-Arts ont un intérêt municipal de premier ordre ;
« Considérant que le nouveau règlement pour l'exposition de 1872, émanant de la direction des Beaux-Arts, réduit, pour raison de local insuffisante, le nombre des ouvrages à admettre de 5,110 à 12 ou 1,500 au plus ;
« Que cette décision porte un grave préjudice tant à l'art libre qu'aux artistes qui, en raison de la guerre, ont été privés de cette solennité depuis 1870 ;
« Les soussignés demandent au Conseil municipal d'émettre le vœu que des mesures soient prises pour permettre l'admission de toutes les œuvres jugées dignes de figurer à l'exposition. »
Signé : Jobbé-Duval, Bonvalet, Allain-Targé, Lockroy, Vauthier, Clémenceau, Ranc, Piat, Calton, Cantagrel, Loiseau-Pinson. »
M. Ranc demande l'urgence : il y aurait de l'humanité de cette année à limiter le nombre des œuvres exposées.
M. Deschamps remarque qu'il a déjà déposé entre les mains de M. le préfet une note à cet égard.
M. le président met aux voix la prise en considération.
Le vœu est pris en considération.
Il est renvoyé à la commission n° 5 pour que le rapport en soit fait à la séance de lundi prochain.

M. Puteaux lit un rapport proposant, d'accord avec l'administration, de modifier par un décret les lettres-patentes de 1757, relatives aux façades de la rue Royale, pour permettre aux propriétaires et locataires d'établir des boutiques sur un modèle uniforme.
M. Lavocat trouve l'affaire très délicate et en demande le renvoi à la commission.
M. Binder ne juge pas la question si grave. Il cite un seul propriétaire qui, sans s'opposer aux modifications proposées, demande seulement que l'obligation de construire des boutiques ne lui soit pas imposée. Tous les propriétaires adhèrent donc à la proposition de l'administration.
Tous ne demandent pas mieux que d'avoir des boutiques qui augmenteraient la valeur de leurs immeubles.
M. le directeur des travaux partage l'opinion de M. Lavocat : aucune loi ne peut modifier l'état actuel sans l'assentiment de tous les propriétaires. Ainsi, lors de la construction de la place de l'Étoile, l'administration a dû s'arrêter devant l'opposition d'un seul propriétaire.
Il faut donc obtenir l'assentiment unanime, et pour cela faire une enquête, quand le conseil aura reconnu que les modifications proposées ne peuvent nuire aux intérêts de la Cité. Si l'enquête ne réussit pas, alors le conseil pourra statuer d'une manière définitive. M. le directeur ajoute pourtant que, par une enquête officielle, le commissaire-voyer du quartier a pu s'assurer qu'il n'y aura pas d'opposition de la part des propriétaires.
Après des observations de MM. Boudant, Lavocat, Binder, Puteaux et de M. le préfet de la Seine, le conseil vote le renvoi de l'affaire à la commission.
MM. Prétot, Vautrain, Ch. Loiseau, Cantagrel, Trélat, Jacques, sont désignés par le Conseil comme membres du conseil d'administration du collège Chapal.

M. le préfet dépose un mémoire relatif à la répartition entre l'État et la ville de Paris des dépenses d'entretien de la garde républicaine.
Il est décidé qu'une commission spéciale nommée dans les bureaux sera saisie de cette question.
Le Conseil se retire dans ses bureaux et désigne pour composer cette commission : MM. Leclerc, Richard, Sagier, Tranchant, Maublanche, Perrinelle, Cantagrel, Braleret, Riant et Thuillier.
M. Rondelet demande le vote d'un crédit de 300,000 fr. pour dépenses relatives aux assemblées électorales effectuées en 1871.
MM. Richard, Binder et Tranchant présentent quelques observations.
Sous réserve des économies à réaliser sur les dépenses des élections, le crédit de 300,000 fr. est voté.
Après examen de quelques affaires relatives à des locations, la séance est levée à six heures.

ACTES OFFICIELS

LE GÉNÉRAL SUZANNE

Par décret en date du 8 février, M. le général de division Suzanne (Louis-Auguste-Victor-Vincent), directeur général du matériel au ministère de la guerre, a été relevé de ses fonctions et nommé membre du comité consultatif de l'artillerie.

NOS INFORMATIONS

LA JEANNE D'ARC DE RUDE

Nous avons vu transporter hier au Louvre, où elle a été placée provisoirement dans la salle de sculpture de la Renaissance, la Jeanne d'Arc, de Rude qui décorait le jardin du Luxembourg. L'extrémité de la chaussure et

quelques pointes des draperies ayant été atteintes par les projectiles au moment de la lutte soutenue par les fédérés dans le Luxembourg, la statue a été enlevée pour être remise entre les mains des artistes chargés des réparations.

UN NOUVEAU MARCHÉ

En attendant que les constructions soient élevées avenue Trudaine sur les terrains vagues situés à gauche du collège Rollin, un nouveau marché va s'établir, comme cela a lieu aujourd'hui sur quelques-unes de nos places transformées en halles. On a mis à la disposition des marchands les barriques en bois qui servent à la foire du jour de l'an. L'ouverture du marché Trudaine aura lieu très prochainement.

LE DALLAGE DE LA COUR DU LOUVRE

Nous connaissons peu de personnes qui aient essayé de se rendre compte du motif qui a fait tracer cette mosaïque fantaisiste. Un gardien nous a expliqué hier ce qui était pour nous un mystère. Des fouilles importantes avaient été faites en 1867 dans l'angle sud-ouest de la cour du Louvre de Louis XIV, afin de rechercher les fondations de l'ancien Louvre de Philippe-Auguste, démolien grande partie sous François I^{er}.

En 1868, l'ingénieur en chef de la ville de Paris fit dessiner sur le sol le plan linéaire du vieux Louvre avec ses grosses tours et ses tourelles. Toutes les fondations retrouvées, les fouilles terminées, on remblaya les tranchées et l'on fit, à la surface, ce dallage multicolore qui n'est autre que le plan géographique du Louvre de Philippe-Auguste.

LE PAVAGE DE LA RUE D'EDIMBOURG

De toutes les voies qui aboutissent à la place de l'Europe, la rue d'Edimbourg est certainement l'une des plus oubliées, au point de vue de l'édilité. Malgré les plus sérieuses réclamations des habitants de ce quartier, le pavage n'est encore qu'à l'état de projet ; il est cependant impossible, après la moindre pluie, d'y circuler sans éclaboussures. Le plus grand inconvénient de cet état de choses, c'est que les cochers se refusent formellement à vous conduire à destination en pénétrant dans cette rue, dont les ornières sont un continuel danger pour les chevaux.

Nous ne saurions donc trop appeler l'attention de la municipalité sur cette rue, l'une des plus fréquentées du quartier de Cligny.

UNE NOUVELLE ÉCOLE INDUSTRIELLE

On s'occupe activement de l'établissement d'une succursale à l'École de commerce, que l'on appellera l'École industrielle, et qui tiendra le milieu entre l'École centrale et l'École de commerce. L'enseignement se divisera en trois comptoirs, correspondant aux trois années d'étude :

1^{er} comptoir : histoire, géographie, arithmétique, règles et usages du commerce, éléments de physique et de chimie, études des matières premières, langues étrangères ;
2^e comptoir : correspondance, arithmétique appliquée, calcul mental, comptabilité, dessin linéaire, code de commerce ;
3^e comptoir : chimie analytique, manipulation appliquée à l'étude des marchandises et à la recherche des falsifications, mécanique appliquée, économie industrielle.

Donné bourses de 1,200 fr. seront entretenues sur les frais de l'École et accordées d'après les résultats d'un concours auquel ne seront admis que des Français âgés de quinze à vingt ans.

Les élèves qui, au sortir de l'École, auraient satisfait à toutes les épreuves nécessaires pour obtenir le diplôme de capacité, ainsi que ceux qui se seraient distingués par leurs progrès et leur conduite, recevront des médailles données par le gouvernement.

LES DÉCLARATIONS DE LOYERS

Hier, samedi, a expiré le dernier délai pour les déclarations de loyers. Aussi, une foule énorme se pressait-elle dans tous les locaux désignés. Rue du Faubourg-Montmartre, sept cents personnes se sont succédées dans les bureaux. À quatre heures, plus de deux cents personnes s'en allaient tristement sans avoir pu passer à leur tour, avec 60 francs d'amende à payer.

LA REPRÉSENTATION D'HIER AU VAUDEVILLE

La représentation d'hier soir a été des plus tumultueuses au Vaudeville. Une cinquantaine de siffleurs, la fleur de Belleville,

s'étaient donné rendez-vous à Rabagas. Dès le premier acte, le tapage a commencé. Le second s'est passé assez tranquillement ; mais, au troisième acte, les sifflets — partant des galeries supérieures — ont redoublé, et la pièce a été interrompue pendant vingt minutes. Une escouade de gardiens de la paix a envahi la salle, et les siffleurs ont été expulsés.

ACCIDENTS

Le sieur Charles C..., employé, rue Robert, 5, en voulant hier traverser la voie du chemin de fer du Nord, au moment où un train passait à toute vapeur, a été renversé par le tampon de la machine et broyé sur les rails. M. Massé, commissaire de police, est venu procéder aux constatations d'usage.

M. Gutzwiller, commissaire de police, a constaté hier le décès du sieur Jean-François T..., né à Boulon (Seine-et-Marne), ouvrier mécanicien, qui était tombé du quatrième étage d'une maison occupant le n° 10 de la rue de Beaulieu. La mort a été instantanée.

Le sieur Joseph Bateau, marchand de marrons, rue Galande, 27, s'est affaissé tout à coup hier soir sur lui-même en poussant un cri. Quand on le releva, il ne donnait plus aucun signe de vie, il venait de succomber à la rupture d'un anévrysme.

L'archiduchesse Sophie a échappé à un grand danger ; sa voiture aurait été renversée par une voiture de poste lancée au triple galop, sans la présence d'esprit de son cocher qui a détourné très habilement les chevaux.

UN PERROQUET SÉDITIEUX

Tout le monde se souvient de la fameuse pie qui, à la rentrée d'Auguste à Rome, après Aquil, le salut de ce cri : *Ave Cesar imperator* ! Hier, M. Duret, commissaire de police, était réveillé en sursaut au cri de : *Vive l'Empereur* ! posé à plusieurs reprises par une voix criarde et saccadée. L'honorable commissaire fait immédiatement procéder à une perquisition minutieuse dans la maison et dans la rue ; mais l'on ne peut arriver à découvrir l'auteur de ce cri, aujourd'hui séditieux. La voix cependant continuait de plus belle ; on ouvrit alors la fenêtre, et l'on aperçut le mystificateur, qui n'était autre qu'un magnifique perroquet gris échappé de sa cage et perché sur le balcon. A qui donc peut appartenir ce singulier volatile ?

UN CADEAU DU KHÉDIVE

Le vice-roi d'Égypte désire, pour le moment du moins, vivre en très bonne intelligence avec son suzerain le sultan.

Ayant appris dernièrement que celui-ci désire vivement une collection de chiens, probablement pour établir une ménagerie à Stamboul, le khédivé chargea son agent diplomatique à Londres, M. Larkin, de se procurer deux exemplaires de chaque race de chiens qui se trouvent à Londres.

M. Larkin a effectué les ordres de son maître, en achetant soixante-six chiens et chienne, qu'un bateau à vapeur spécial transporte vers Constantinople. Chaque quadrupède possède deux couvertures, une pour le voyage et une pour l'entrée en cour.

COURRIER DE NICE

Jendi 8 février.

Hier a eu lieu l'inauguration du tir aux pigeons, installé sur le bord de la Méditerranée, au-dessous même du Casino de Monte-Carlo.

Le temps était gris, la mer écumeait, le vent soufflait au point de faire danser comme de simples barques le yacht du duc de Hamilton et le *Charles III*, appartenant à l'administration des jeux, qui croisaient dans la rade de Monaco.

Les timides pigeons, effrayés par cette mer agitée par ce vent impétueux, n'osaient que rarement s'aventurer sur les flots et, s'en volant de la baie, revenaient sur les tireurs ; ce qui a donné à plusieurs l'occasion d'exécuter le coup connu des chasseurs sous le nom de *a coup du roi*.

Le prix d'essai, remporté par M. Reginald Herbert, avec 9 pigeons, se montait à 3,200 francs.

La seconde place a été obtenue par M. de Simonis, qui a reçu 500 francs sur les entrées.

La troisième place a été donnée au capitaine Shepherd, qui touche 300 fr.

Un malade, mais chez un homme plein de santé et par conséquent bien plus long à guérir. Cette maladie imaginaire enrichira le docteur et vengera la morale, car ce premier client a été surpris en flagrant délit de tentative de séduction. Sa passion coupable pour la femme d'autrui devient, de par la médecine, une hypertrophie du cœur qui exigera des soins assidus et d'innombrables visites du docteur, au tarif le plus élevé.

L'autre vaudeville emprunte son titre de *J. Rosier, 24, rue Mogador*, à la carte de visite du plus chaste, du plus digne des fiancés. Le jour même du contrat, Joseph Rosier est surpris par sa rosière au moment où il soutient dans ses bras une belle jeune femme égarée chez lui par suite de l'étourderie d'un beau jeune homme qui, croyant lui donner sa carte, lui a remis celle de son cousin Rosier. Le mari de la belle jeune femme veut massacrer Joseph. Sa future ne veut plus de lui. La femme égarée veut soustraire le beau jeune homme à la fureur d'Othello. Agricul, le domestique de Rosier, veut sauver la femme égarée. Enfin, quand le quiproquo a assez duré, tout s'explique, et tout le monde est content, le mari particulièrement. Sa jalousie le quitte à l'instant même où elle allait avoir sa raison d'être.

Il eût été bien curieux de voir au Gymnase, avec la *Princesse Georges*, la petite comédie nouvelle de MM. Meilhac et Halévy, *Madame attend Monsieur*. Dans l'une et l'autre pièces, un mari infidèle, une femme altérée de vengeance.

La princesse du Gymnase veut faire exterminer son mari, mais un rovinement soudain lui fait épargner le coupable, et c'est un innocent qui est mis à mort. On est alors importuné du souvenir de ce duel fameux où l'un des combattants, après avoir essuyé le feu de son adversaire, lui fait grâce de la vie ; noblement il détourne son pistolet... et tue son témoin.

La petite bourgeoisie des Variétés attend son mari dans la pimpante retraite où il abrite ses criminelles amours avec M^{lle} Ca-

venait ensuite un Italien, M. Besana ; puis M. Lewington, américain.

Au nombre des tireurs, on remarquait encore MM. de Saint-Clair, E. Delchet, H.-A. Blount, duc de Vallombrosa, prince Esterhazy, baron Finot, marquis du Lau, Hobson, comte de Montequioli-Fenzenc, comte Hallex-Clapardé, comte Culau de Villars, duc de Hamilton, lord Clinton, comte d'Espar, marquis de Gramont, A. Leclerc, F. de Caster, etc., en tout 41 tireurs.

Parmi les spectateurs, j'ai remarqué le prince et la princesse Metternich et le prince de Monaco.

Vendredi sera disputé le grand prix du Casino ; on compte sur la présence de l'empereur du Brésil.

Le Réseau des Tramways dans Paris

Dans Paris, il y aurait une ligne de ceinture continue, empruntant d'abord les anciens boulevards extérieurs de Vagram, de Concorde, des Bastognes, de la Gare, de Rochechouart et de la Chapelle. (Longueur de 6,000 mètres.)

Le prolongement de la Vilette à la place du Trône, en passant par le quai Valmy, le boulevard Richard-Lenoir, la place du Château-d'Eau et le boulevard Voltaire. (4,700 mètres.)

Puis, de la place du Trône au pont d'Austerlitz, par le boulevard Mazas. (2,000 mètres.)

Puis sur la rive gauche du pont d'Austerlitz au pont de l'Alma, par les boulevards de l'Hôpital, Saint-Marcel, Port-Royal, Montparnasse et des Invalides, avenues Duquesne et Bosquet et pont de l'Alma. (6,700 mètres.)

Et enfin, du pont de l'Alma au Trocadéro, par l'avenue de l'Empereur, et à la place de l'Étoile par l'avenue du Loi-de-Rome. (2,300 mètres.)

Total : 21,700 mètres.

Mais pour avoir toute leur utilité, les voies ferrées de banlieue pénétreraient jusqu'au centre, d'où les différents rayons indiqués ci-dessus :

Du Point-du-Jour au Trocadéro par la rue Michel-Ange, le boulevard Exelmans, la route Militaire et l'avenue de l'Empereur, 4,600 mètres.

Avenue de la Grande-Armée, avenue Friedland et boulevard Haussmann jusqu'à Saint-Augustin (boulevard Malesherbes), 2,800 mètres.

Le prolongement de la rue de Valenciennes jusqu'au boulevard Malesherbes (1,800 mètres) jusqu'au boulevard Malesherbes jusqu'à Saint-Augustin (2,100 mètres).

Avenue de Cligny et de Saint-Ouen avec le tron commun de la Grand-Rue jusqu'à la place Cligny (2,900 mètres).

Ligne de Saint-Denis arrivant à Paris par les boulevards Ornano et de Magenta et aboutissant au Château-d'Eau (3,600 mètres).

Prolongement jusqu'à la Bastille et au pont d'Austerlitz par les boulevards du Temple, Beaumarchais et Contrescarpe (2,700 mètres).

Route d'Allemagne (2,000 mètres).

Le prolongement commun des deux lignes (Le pont de la Vierge, boulevard Richard-Lenoir et rue Magnan jusqu'au Château-d'Eau, est compris dans la ligne de ceinture.)

Rue de Montreuil jusqu'au boulevard Voltaire, (1,500 mètres).

(Communiquant au Château-d'Eau.)

Cours de Vincennes jusqu'à la place du Trône où l'on trouve les deux déviations par les boulevards Voltaire et Mazas. (1,600 mètres.)

Rue de Charanton, avenue Dumesnil et rue de Lyon, jusqu'à la place de la Bastille. (3,200 m.)

Route de Choisy, place d'Italie, boulevard Moutetard, rue Monge et boulevard Saint-Germain jusqu'au boulevard Saint-Michel. (4,100 mètres.)

Route d'Orléans et boulevard Arago jusqu'au boulevard Moutetard et Saint-Germain (même point d'arrivée que ci-dessus) (2,800 mètres).

Route de Châtillon, chaussée du Maine, place du Maine et rue de Rennes jusqu'à la place Saint-Germain-des-Prés (4,000 mètres).

Rue de Valenciennes jusqu'à la rue de Rennes et place Saint-Germain-des-Prés (comme ci-dessus) (3,900 mètres).

Ce qui fait, avec le total précédent, 21,700 m., une longueur de 98,700 mètres.

Les points principaux de départ dans Paris seraient donc : Places de la Concorde, de l'Alma, du Trocadéro, de l'Étoile, Saint-Augustin et de Cligny ;

Places du Château-d'Eau, de la Bastille et de Mazas.

Anglo des boulevards Saint-Michel et Saint-Germain et place Saint-Germain-des-Prés.

Si on ajoute la ligne des quais, de la place de la Concorde au pont d'Austerlitz, soit une longueur de 4,200 mètres, on aura pour l'intérieur de Paris une longueur totale de 70,000 mètres et l'ensemble du réseau, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de Paris, aurait une longueur de 219,076 mètres, soit 219 kil. (non compris les 11,800 mètres déjà établis de la place de la Concorde à Sévres et à Boulogne).

Dans Paris, il y aurait double voie, sauf dans quelques parties étroites de la rue de Valenciennes et de la route militaire, entre les portes d'Anteuil et de la Muette.

Hors de Paris, il n'y aurait généralement qu'une voie, sauf sur les grandes avenues ; on réserverait alors des croisements.

La longueur développée des voies serait, en conséquence, de 330 kilomètres.

ÉCHOS MILITAIRES

L'AVANCEMENT POUR LES CAPITAINES

Une circulaire récente du ministre de la guerre prescrit de ne porter dorénavant sur le tableau d'avancement des officiers supérieurs que les capitaines reconnus au préalable aptes à remplir les fonctions de major dans un régiment.

En conséquence, tous les capitaines qui figurent actuellement sur la liste des officiers proposés pour le choix, devront, s'ils veulent y être maintenus, subir les examens et les concours exigés par le règlement pour l'obtention du grade de major.

Les candidats portés sur le tableau d'avancement précédemment publié, qui ne désiraient pas se soumettre à ces épreuves, devront en faire la déclaration par écrit, et la remettre ensuite au chef de corps, qui la fera parvenir au ministre. Ils renonceraient, par le fait de cette déclaration, au bénéfice du choix, et ne pourraient aspirer au grade d'officier supérieur qu'au titre de l'ancienneté.

On ne saurait trop féliciter l'honorable général de Cissey de cette récente décision. Nous demanderions même qu'il exigeât beaucoup plus encore des candidats, car nous ne croyons pas que l'on puisse rétablir efficacement le goût de l'étude dans l'armée autrement que par des concours sérieux et annuels. Néanmoins, il faut reconnaître qu'il y a déjà un grand pas de fait, et que la récente circulaire est un pas sérieux dans cette voie.

On peut dire que jusqu'à ce jour l'établissement des tableaux pour le choix, dans les grades inférieurs surtout, avait été laissé au caprice des colonels. Puisqu'en dehors de l'instruction spéciale au métier et du zèle apporté dans le service, il n'y avait ni concours ni épreuves obligatoires à subir, les chefs de corps ne pouvaient guère se prononcer qu'au hasard, plutôt sur l'apparence que sur la réalité.

Les inspections annuelles, bonnes pour constater l'instruction générale, étaient dérisoires quand il s'agissait de contrôler sérieusement la valeur des candidats. Chaque colonel, maître souverain, autocrate au petit pied, jugeait toujours du genre de mérite qu'il priait pardaessus tout, suivant ses goûts particuliers ou ses caprices.

Le classement pour les officiers supérieurs se faisait tout aussi arbitrairement. Les abus ont été peut-être plus criants quand les maréchaux seuls en étaient chargés ; mais les généraux des comités d'armes ne valaient guère mieux, selon nous. Chaque inspecteur tenait bien à honneur, il est vrai, de faire prévaloir les candidats de son arrondissement, mais subissant, comme tous les hommes, les lois de la faiblesse humaine, il se trouvait tout naturellement porté à mettre d'abord en avant les officiers qu'il avait autrefois connus dans les régiments.

Malheur à qui passait inaperçu. A moins de mérites transcendants et de services exceptionnels qui s'imposent partout, l'infortuné se trouvait impitoyablement sacrifié. Tous les membres du comité, par des concessions réciproques, cherchaient à obtenir, d'abord et pardaessus tout, le classement de leur petite famille.

— Donne-moi le sené et je te passerai la rhubarbe. — Ce proverbe était appliqué sur une grande échelle.

Nous reprendrions cette importante question, qui fera l'objet d'un article spécial. Disons en terminant qu'il y a déjà, et par le fait de la récente circulaire du ministre, un grand pas en avant. Espérons qu'on ne s'arrêtera pas en si bon chemin, et que dorénavant chacun devra montrer, par une série d'épreuves nouvelles dans chaque grade, qu'il mérite l'avancement qu'on lui accorde. — MOUSSE-ROLES.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Séance du 10 février.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY

Dépôt d'une proposition.

M. Destremis dépose une proposition tendant à donner de la force et de la stabilité au pouvoir, et à mettre le pays à l'abri des crises gouvernementales.

Rapports de pétitions.

M. de Marétre, rapporteur, donne lecture d'une pétition d'un sieur Féron, à Mayenne, qui

se plaint du reproche qui lui a été adressé, dans un rapport sur une pétition signée de lui, de dénaturer le droit de pétition. Il propose en conséquence certaines modifications au règlement sur les pétitions ; il donne ensuite ses conclusions sur les propositions qui faisaient l'objet de sa précédente pétition.

Le reste de cette pétition est conçue en termes tels que le rapporteur, s'appuyant sur l'article 95 du règlement, conclut à la question préalable. — La question préalable est prononcée.

La parole est successivement donnée à MM. Bastid, de Montgolfier et Durfort de Clivray.

Ce dernier rapporte une série de pétitions relatives à des modifications à apporter dans l'exercice du suffrage universel, et il conclut au renvoi à la commission électorale.

Les conclusions sont adoptées.

Les habitants de Belfort et des communes du département du Haut-Rhin restées françaises adressent leurs témoignages de reconnaissance à l'Assemblée, qui leur a conservé ce qu'ils considèrent comme un bien suprême : la nationalité française. Ils supplient l'Assemblée de conserver le nom de département du Haut-Rhin avec Belfort pour chef-lieu, ce qui constituerait pour eux un lien de plus, et ils implorent leur double qualité d'Alsaciens et de Français, et ce qui serait en même temps une satisfaction et un témoignage de sympathie pour les autres Alsaciens.

Cette pétition est renvoyée à une commission spéciale déjà chargée de l'examen d'une question analogue.

M. de Bagnères, de Tillancourt et Perret lient des rapports.

A propos d'une pétition d'un sieur Prieu, qui présente à l'Assemblée un mémoire justificatif à l'appui d'une demande d'indemnité réclamée par lui contre le gouvernement du Brésil, M. de Tillancourt combat les conclusions du rapport, qui sont pour l'octroi du paiement de leur double qualité d'Alsaciens et de Français, et ce qui serait en même temps une satisfaction et un témoignage de sympathie pour les autres Alsaciens.

M. le rapporteur fait observer que la question a déjà été soumise en 1888 au Corps législatif, et que, sur les explications du ministre des affaires étrangères, l'Assemblée a prononcé l'ordre du jour.

M. Sève dit que, dans la circonstance à laquelle il vient d'être fait allusion, le ministre des affaires étrangères n'a pas soutenu comme il l'aurait dû les intérêts d'un de ses concitoyens. Il connaît l'affaire, et la meilleure preuve du bien-fondé de la réclamation de M. Prieu, c'est que le ministre du Brésil à Paris a cherché lui-même à lui faire rendre justice par son gouvernement.

M. Target croit que dans une affaire que la Chambre ne connaît pas, il convient pas de prendre une décision qui pourrait entraîner des conséquences graves sans entendre d'abord le ministre des affaires étrangères.

M. le président propose de réserver la question et de renvoyer la pétition à l'examen de la commission.

Le renvoi est prononcé.

Règlement de l'ordre du jour.

M. le président se dispose à donner lecture de l'ordre du jour de la séance de lundi.

Voix nombreuses : A jeudi !

M. Em. Arago : La Chambre a décidé hier qu'elle se réunirait lundi et mardi prochains. (Où ! où ! — A jeudi !)

M. Bethmont fait observer qu'il serait utile de suspendre les séances pendant ce troisième jour, pour permettre aux membres du gouvernement de s'occuper de certaines affaires en retard et de donner de nombreuses signatures.

Il invoque aussi la convenance qu'il y aurait d'accorder quelques jours de repos au personnel si actif et si dévoué qui partage les fatigues de la Chambre. (Très bien !)

M. de Ventenon répond que de nombreux projets de loi sont à l'ordre du jour et que, dans l'époque de douleur où nous vivons, le pays ne comprendrait pas que l'Assemblée suspende ses séances le lundi et le mardi gras. Il ajoute qu'elle n'est pas en nombre et qu'à cet égard, d'ailleurs, il y a eu hier un vote acquis.

M. le président : Aux termes du règlement, la Chambre se réunira en nombre pour fixer son ordre du jour.

Je mets aux voix la proposition de M. Bethmont, qui consiste à ce qu'il n'y ait pas de séance avant jeudi.

La proposition n'est pas adoptée.

L'ordre du jour de lundi est ainsi fixé :

A deux heures, séance publique.

Délibération sur une proposition relative à l'abrogation de la loi qui interdit de rendre compte des procès pour délits de presse.

Délibérations sur une proposition relative à l'assistance publique dans les campagnes.

Discussion du projet de loi relatif à la reconstruction des actes de l'état civil de Paris.

Suite de l'ordre du jour d'aujourd'hui.

La séance est levée.

LES AVIS DIVERS

Par décret de M. le président de la République, en date du 21 janvier dernier, M. Maurice Champetier de Ribes a été nommé notaire à Paris, en remplacement et sur la présentation de M. Alfred Delapalme, et il a prêté serment le 31 du même mois.

« Je m'appelle Juliette... Le lendemain, à la même heure, je suis retournée dans le cabinet de mon mari. Mon mari n'y était pas, Edouard y était. Je lui ai dit que j'avais déchiré ses vers sans les lire, mais il a bien dû voir que je ne disais pas la vérité... car, en lui parlant, je ne pouvais m'empêcher de le regarder au cœur... comme pour voir si le clou d'or y était avec l'étiquette, et mon nom sur l'étiquette... Lui aussi alors m'a regardée en souriant... Mon Dieu ! qu'il était beau !... J'ai fermé les yeux, j'ai senti là un petit frisson... Pour ne pas tomber, j'ai été obligée d'appuyer ma main sur son fauteuil... Sa main a touché la mienne...

LA SEMAINE FINANCIÈRE

INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Paris, dimanche, 11 février 1872.

Nous venons de passer une mauvaise semaine, et, il faut bien l'avouer, nous ne nous attendions pas au mouvement qui s'est produit. Nous avons vu le comptant en très forte demande; les capitaux se précipitent en abondance sur le marché et se placent invinciblement sur la Rente et sur l'Emprunt; le report s'est très sensiblement amélioré, les banquiers avaient donné des ordres d'achats assez nombreux, et nous avions traversé les crises parlementaires sans trop souffrir. Nous pouvions donc nous faire illusion et penser qu'une reprise assez sensible pourrait être la suite de ces heureux symptômes.

Il n'en a rien été; le marché, abandonné à lui-même, a subi sans résistance les moindres efforts des vendeurs. Il a suffi d'évoquer une question qui est déjà venue plus d'une fois sur le tapis et qui reviendra plus d'une fois encore, pour faire baisser la Rente et l'Emprunt de plus d'un franc. La facilité avec laquelle les boursiers ont exploité cette situation, nous donne lieu de craindre le retour des mêmes effets à la suite d'un autre incident.

Des incidents ! On peut en créer tant qu'on veut. Le magasin des accessoires de la spéculation en tient en réserve un stock considérable. Nous avons parlé de l'incident de l'Alabama, mais nous avons encore l'incident prusso-russe, l'incident turco-russe, l'incident austro-prussien, etc., etc., sans compter les incidents de la politique intérieure : menées législatives, manœuvres orléanistes, complots bonapartistes, conspirations communales.

Il est, en outre, à peu près certain que les souscriptions volontaires ne produiront qu'un chiffre tout à fait insuffisant, et qu'il sera nécessaire à bref délai de recourir à un emprunt pour parer à nos charges intérieures et extérieures. Dans cette perspective, la haute banque à laquelle il est toujours donné de souscrire par anticipation une partie de l'émission, sans subir de réduction, laissera déprécier les cours pour avoir à meilleur marché cette partie d'emprunt, sauf à les relever plus tard quand elle tiendra son traité et qu'il sera nécessaire de réaliser aux dépens du pauvre public une prime importante.

Nous n'avons pas à parler du projet de M. de Soubeyran et de toutes les combinaisons similaires; nous en avons démontré le vice et l'immoralité dans notre dernière revue de quinzaine.

On pourrait nous dire à ce propos :

La critique est aisée et l'art est difficile.

On aurait pu nous dire comme M. Thiers dans la discussion sur l'impôt des matières premières : Faites mieux.

Eh bien ! nous, nous croyons qu'il est possible de mieux faire que ce qu'on a déjà proposé de faire, et nous nous trouvons dans une lettre adressée aux députés et insérée dans un journal de province, une idée qui mérite d'être prise en sérieuse considération.

M. Sourigues, le signataire de la lettre dont nous parlons, a le plus ferme espoir qu'on arriverait à un résultat efficace en ouvrant une souscription conditionnelle concentrée au Trésor. Cette souscription serait constituée de telle sorte que, dans tous les cas, les sommes offertes pourraient être réalisées et utilisées par l'Etat.

Diverses combinaisons pourraient être adoptées pour arriver à ce but, et M. Sourigues indique la suivante :

Le souscripteur fournirait d'abord la somme qu'il consentirait à donner conditionnellement. Les dons seraient faits en espèces ou en valeurs et objets réalisables contre espèces, par les soins du gouvernement qui inscrirait au nom du donataire la somme effective produite par la réalisation des valeurs ou objets reçus.

Si l'ensemble des sommes ainsi réalisées s'élevait à deux milliards au minimum, l'Etat en deviendrait propriétaire définitif sans aucune charge d'intérêts.

Au cas où le chiffre de deux milliards ne serait pas atteint, l'Etat conserverait néanmoins, pour ses besoins, les sommes reçues, dont il pourait se servir à son gré, sans même de leur enregistrement. Mais, en ce cas, ces sommes seraient portées en compte au crédit des souscripteurs, comme versement anticipé sur le premier emprunt volontaire à émettre par l'Etat, et dans lequel ils deviendraient ainsi partie contractante pour la portion que chacun d'eux en souscrirait, ou en aurait souscrit d'avance éventuellement.

Dès le jour de leur offre conditionnelle, les souscripteurs déclareraient pour quelle somme ils entendent s'engager dans l'emprunt éventuel à faire par l'Etat, cette souscription pouvant être élevée jusqu'à quatre milliards de la somme versée, laquelle servirait, en ce cas, de versement comme à compte sur l'engagement pris, et en garantie de l'exécution de ce dernier.

Les souscriptions à l'emprunt éventuel ne seraient réduites qu'au cas où leur totalité dépasserait l'importance de l'emprunt à réaliser. Elles seraient intégralement maintenues, en tout cas, par ordre d'inscription, au nom des premiers souscripteurs.

La souscription serait ouverte à une date donnée, et fermée dans un délai indiqué d'avance (un ou deux mois, par exemple).

Pour joindre l'exemple au précepte, le signataire a adressé au ministre une somme de cent mille francs, déclarant en outre souscrire pour le quadruple de cette somme au premier emprunt volontaire que l'Etat ferait.

Cette combinaison si elle était adoptée permettrait au Trésor de satisfaire à ses engagements sans avoir recours à la Banque de France; elle lui permettrait même de rembourser une partie de ses avances à notre premier établissement financier qui ne pourrait plus conserver à un taux aussi élevé le taux de son escompte; elle permettrait encore au Trésor de contracter son emprunt en se passant du concours toujours très onéreux de la haute banque, et dans ces conditions l'emprunt pourrait être contracté au pair et même à un prix plus élevé.

Il deviendrait inutile de courir à la recherche d'impôts possibles et impossibles, et 25,000 souscriptions se produisant dans les conditions que nous venons d'exposer créeraient au Trésor des ressources plus que suffisantes pour sortir de tous ses embarras.

Voilà des perspectives bien séduisantes. Mais nos financiers officiels ont donné la preuve de tant d'ineptie que nous craignons bien que, dans cette occasion, ils ne se montrent pas à la hauteur de leur tâche.

Pourtant il faut sortir du mauvais pas où nous sommes, et il faut en sortir autrement qu'en élevant le prix des allumettes.

Fonds d'Etats et de villes. — Les rentes 3 0/0 et 5 0/0 ont été fortement atteintes cette semaine; mais, depuis deux jours,

elles ont une meilleure tenue. Le Morgan n'a pas varié sensiblement.

On a baissé sur l'Italien dans des proportions sensibles. Cependant les projets de M. Sella, les plus importants, du moins, ont été adoptés par le Parlement. L'Italie a continué à faire acheter du 5 0/0 Italien sur notre marché; la France, au contraire, a réalisé à des cours qu'elle croit devoir être arrivés à leur extrême limite de hausse. Il ne faudrait pas s'y fier, et nous ne conseillons pas de vendre à découvert.

Les obligations des Tabacs italiens sont restées sans changement sensible.

La dette Turque 5 0/0 a été assez fortement touchée, elle a baissé de 51 à 49 30; les obligations, au contraire, ont fait bonne contenance. Nous trouvons les obligations 1860 à 321 25; les 1863 à 332 50; les 1865 à 335 fr. Les obligations 1869 sont revenues aux environs de 300 fr.

Nous trouvons les fonds Espagnols avec une dépréciation de 1 fr. L'Extérieure est cotée seulement 31 fr.; l'Intérieure ne vaut que 28 fr.; le Pagaré reste à 520 fr.

La dette Autrichienne convertie s'est maintenue à 64 fr.; l'obligation Domanielle n'a pas baissé non plus, elle est à 272 fr.; il est vrai que dans quelques semaines il y aura à détacher sur cette valeur un coupon de 7 fr. 50.

Sur tous les autres fonds étrangers la baisse est générale, mais plus ou moins sensible. Le Péruvien est revenu de 82 à 80; on dit que la Générale se propose de faire prochainement l'émission d'un nouveau lot de dette Péruvienne; le Russe 5 0/0 finit à 93 3/4, en réaction de plus de 2 0/0; mais le cours actuel est encore trop haut comparativement au 5 0/0 français. Les obligations Transsylvaniennes sont sans changement sensible à 155; on parle dès à présent du paiement du coupon de juillet, sur lequel on imputerait probablement le solde restant à payer sur le précédent coupon; le Honduras est à 192 50; l'obligation du Vice-Roi 1870 a perdu le cours de 100 et reste à 95. L'emprunt Romain clôture de 64 à 61 1/2.

Rien n'annonce un changement prochain dans les cours des obligations de la Ville de Paris; les approches des tirages qui, naguère, étaient signalés par une amélioration importante de ces valeurs, sont aujourd'hui sans influence.

Institutions de Crédit. — Les actions des Institutions de Crédit ont presque toutes été affectées par la baisse. La Banque de France est à 3,600 fr., et même elle a été cotée, vendredi, 3,595. Le bilan publié cette semaine présente les variations suivantes :

L'encaisse s'est accrue de 1,235,000 francs, et s'élève à 60,000,000 francs.

Le portefeuille de Paris a augmenté de 2 millions 938,000 francs, tandis que celui des succursales a diminué de 23,189,000 francs.

Le total de ces deux portefeuilles s'élève à 731,338,000 francs.

Les bons du Trésor, qui forment la garantie de l'encaisse, ont été traités du 5 juillet 1871, ont augmenté de 26 millions et s'élèvent à 1,277 millions. De ce chef, le gouvernement peut encore demander 25 millions à la Banque avant d'épuiser le crédit qui lui est ouvert.

Les comptes d'avances s'amoindrissent de plus en plus. Cette semaine encore nous constatons une nouvelle diminution de 377,000 fr. aux avances sur lingots; de 134,000 fr. sur effets publics; de 556,000 fr. sur actions et obligations de chemins de fer, et de 7,000 fr. sur obligations du Crédit foncier.

La Ville de Paris n'a rien remboursé cette semaine sur son compte d'avances; nous constatons la circulation des billets à baissé de 2 milliards 462 millions à 2 milliards 426 millions; diminution de 36 millions.

Le compte courant du Trésor s'est accru de 1,424,000 fr. et s'élève à 22,414,000 fr. Les comptes courants des particuliers se sont élevés de 2,621,000 fr. à 3,145,000,000 fr., augmentation de 524,000 fr.

Les bénéfices de la Banque s'élèvent à 9,971,000 francs et ne présentent pour la semaine qu'un bénéfice de 974,000 fr.

Il n'est pas question de la diminution du taux de l'escompte.

La Banque est destinée à voir une diminution sérieuse dans le chapitre des comptes courants; car les sommes qu'elle tient en dépôt, non-seulement ne rapportent aucun intérêt, mais les déposants sont obligés de supporter la charge de la taxe sur les chèques que la Banque leur délivre. Cette diminution dans les comptes-courants serait un fait fâcheux, car c'est presque exclusivement avec ces fonds que notre établissement financier prête au commerce.

Le Crédit foncier est en baisse sensible. Quand nous disons qu'on ne pourrait pas distribuer de dividende, on nous a opposé le chiffre de ses bénéfices inscrits à son bilan mensuel. Ce chiffre, il ne faut pas l'oublier, représente des bénéfices acquis sans doute, mais non réalisés, et nous avons des raisons de penser que les rentrées des annuités laissent beaucoup à désirer.

L'Algérienne est calme malgré les nombreuses réclamations faites par l'administration de la Société.

On se tient très ferme sur le Comptoir d'escompte, qui est à 877 50, coupon détaché. La Société Générale est en baisse. La Banque de Paris et des Pays-Bas a été assez sérieusement touchée, mais c'est là une dépréciation momentanée, et nous ne tarderons pas à voir l'action atteindre la prime de 250 fr. et même la dépasser. La Société des Dépôts et Comptes-Courants est sans affaires. L'insuccès de la souscription des obligations du chemin de fer d'Orléans à Châlons n'est pas de nature à relever les cours. Le Crédit mobilier ne donne pas encore signe de vie.

Parmi les Sociétés de crédit étrangères, le Crédit foncier d'Autriche a été sans variation sensible. On annonce qu'il va distribuer 30 fr. avec les 10 fr. déjà payés. On aura 40 fr. pour le revenu de l'exercice. Le Crédit mobilier espagnol s'est tenu très ferme pendant la tourmente; c'est d'un bon augure. L'amélioration croissante du portefeuille ne peut manquer de produire sur cette valeur, très bonne d'ailleurs, une ascension importante.

Le bilan du Crédit foncier suisse vient de paraître et il justifie les renseignements qu'on nous avait communiqués sur la situation de la Société. On y voit en effet que non-seulement les obligations en circulation sont converties par des prêts et des valeurs foncières et immobilières, qui répondent aux conditions de l'émission, mais que la balance donne un excédant d'actif.

C'est sans doute cette publication, faite par

la Compagnie, qui a provoqué l'activité qui s'est produite, en Bourse, sur ces valeurs.

La Banque ottomane et la Banque franco-égyptienne sont en baisse assez sensible.

Il s'est fondé, depuis six mois, un très grand nombre d'institutions de crédit, et les titres de ces Sociétés, absorbés à leur émission par des syndicats de banquiers, ont réalisés des primes importantes.

Voici une nouvelle venue, la Banque franco-hollandaise, société anonyme française au capital de 150 millions, divisé en trois séries de cent mille actions chacune. L'émission est faite par un syndicat de banquiers hollandais, représenté par MM. Wertheim et Gompertz, d'Amsterdam; Becker, Fuld, Lippmann et Rothschild; C. Isinger et C. L'émission a lieu sur les places anglaises, belges, allemandes, hollandaises. Le but de l'institution est de ramener en France, par des opérations d'arbitrage, le numéraire exporté par le fait de nos paiements à l'étranger. C'est là une visée fort louable sans doute, et nul mieux que des administrateurs hollandais, fort habiles d'ordinaire en ces sortes d'opérations, ne pourrait mener l'entreprise à bonne fin.

Le siège social de la nouvelle Société est à Paris. Le service financier est centralisé au Comptoir d'escompte, à Paris et dans ses agences de Bruxelles et de Londres.

None en reparlons.

VARIATIONS DES VALEURS AU COMPTANT D'UNE SEMAINE A L'AUTRE

	Du 5 au 10 février		H.	B.
Rente 3 0/0.....	85 75 1/2	85 75 1/2		85 75 1/2
Rente 4 1/2 0/0.....	86 30	83 75		1 50
Emprunt 1871.....	91 80	80 10		1 50
Emprunt Morgan.....	507 50	500 25		1 25
Emprunt italien.....	67 20	65 50		70
Espagne extér ^e 3 0/0.....	31 3/4	30 7/8		7/8
Banque.....	350	350 50		22 50
Foncier.....	607 50	617 50		2 50
Société générale.....	607 50	610		2 50
C ^e dit industriel, est.....	607 50	612 50		2 50
Foncier d'Autriche.....	910	922 50		17 50
Foncier d'Espagne.....	910	922 50		17 50
Compt ^e d'escamp.....	710	670		40
Compt ^e immobilière.....	710	675		2 25
Transatlantiques.....	236 25	230		5
Canal de Suez.....	527 50	527 50		5
Messageries.....	530	530		6 25
Omnibus de Paris.....	630	610	10	
Banque des Pays-Bas.....	915	910		35
Caisse des Dépôts.....	500	515		5
Gaz parisien.....	695	685		10
Credit mob. espagnol.....	537 50	530		7 50
Orléans.....	845	845		
Nord.....	970	965		
Est.....	980	915		5
Lyon-Méditerranée.....	807 75	795		5
Midi.....	613 75	610		3 75
Union.....	457 50	498 75	1 25	
Ande.....	915	905		17 50
Chemin de fer.....	915	905		17 50
Victor-Emmanuel.....	915	905		17 50
Sud-Aur.-Lombards.....	150	172 50		17 50
Saragosse.....	145	129		6
Madrid.....	152	133 75		6 25
Barcelone.....	152	133 75		6 25
N rd de l'Espagne.....	102 50	100		2 50
Portugais.....	70	70		
Cable Transatlantiq.....	607	605		2 50

